

---

Il faut répondre aux crimes d'Israël par un embargo sur les armes

## Description

Maureen Clare Murphy - The Electronic Intifada - 25 août 2020



**Les familles de Gaza n'ont que trois à quatre heures d'électricité par jour suite à l'arrêt de la livraison de carburant par Israël. Mohammed Zaanoun Active Stills**

Il faut répondre au bombardement par Israël de la bande de Gaza assiégée, par un « embargo militaire urgent et total », a déclaré dimanche le Comité National Palestinien pour le Boycott, le Désinvestissement et les Sanctions.

Israël a bombardé Gaza toutes les nuits depuis 12 jours en réponse, selon lui, des ballons incendiaires lancés depuis le territoire. Ces ballons ont provoqué des incendies sur des terres agricoles dans le sud d'Israël.

Deux tiers des 2,1 millions d'habitants de Gaza sont des réfugiés, dont certains viennent des terres situées juste de l'autre côté de la clôture de Gaza. Israël leur refuse leur droit au retour, inscrit dans le droit international, tout en encourageant les Juifs du monde entier à émigrer vers Israël.

Gaza est soumise à un blocus d'investisseur imposé par Israël et l'Égypte depuis 13 ans.

Israël a fait face et n'a payé qu'un faible prix, en dehors de la résistance palestinienne prenant les formes de manifestations de masse, de tirs de roquettes et de ballons incendiaires.

Les Palestiniens vivant dans la bande de Gaza sont privés des droits humains fondamentaux du fait du siège.

Coulé des offensives militaires israéliennes répétées, le siège a rodé le fonctionnement du système de santé, alors que les autorités de Gaza sont confrontées aux premiers cas confirmés de COVID-19 en dehors des centres de quarantaine du territoire.

Lundi, les autorités sanitaires ont confirmé quatre cas dans la même famille, dans le camp de réfugiés de Maghazi, dans la partie centrale de Gaza.

Les autorités ont déclaré une fermeture immédiate de 48 heures dans l'espoir de contrecarrer la transmission dans la population.

L'infection a été introduite à Gaza par un membre de la famille affectée qui serait récemment rendu dans un hôpital de Jérusalem-Est occupée, a déclaré le ministre de la

---

santé.

Le ministre de la Santé a déclaré qu'il tiendrait Israël pour responsable de toute escalade de l'agression militaire pendant l'état d'urgence actuel à Gaza.

Le siège d'Israël a aussi fortement augmenté la pauvreté et la dépendance à l'aide dans le territoire à l'échelle multipliée par dix.

La morosité de l'environnement à Gaza a poussé beaucoup de jeunes au désespoir.

Près de la moitié de la population de Gaza est composée d'enfants de moins de 15 ans. La plupart des ménages sont en situation d'insécurité alimentaire modérée à grave, avec un taux de chômage dans le territoire parmi les plus élevés au monde.

Les enfants de Gaza ont dû subir de multiples campagnes militaires israéliennes.

### **L'escalade est imminente**

Un envoyé qatari aurait prévu de se rendre à Gaza cette semaine pour éviter une nouvelle escalade de la confrontation.

Un haut responsable du Hamas a déclaré au quotidien Haaretz de Tel-Aviv que les ballons incendiaires ne s'arrêteront pas à moins qu'Israël n'allège considérablement le siège.

« Je fais partie des universitaires de haut niveau à Gaza et ce week-end je n'ai pas pu apporter de nourriture à mes enfants, vous pouvez donc comprendre ce qui arrive à une population plus fragile », a déclaré un fonctionnaire anonyme.

L'unique centrale électrique de Gaza a cessé de produire de l'électricité la semaine dernière après la suspension par Israël de la livraison de carburant, dans un acte de punition collective pour les ballons incendiaires lancés depuis la bande de Gaza.

Le châtiment collectif est une violation de la Quatrième Convention de Genève à un crime de guerre.

Actuellement, les ménages de Gaza disposent en moyenne de trois à quatre heures d'électricité par jour.

### **Le règne de l'impunité**

Le Comité National Palestinien pour le boycott, le désinvestissement et les sanctions a noté dans sa déclaration de dimanche que « la nouvelle vague de bombardements israéliens de Gaza coïncide avec le sixième anniversaire du massacre perpétré par Israël en 2014 ».

Plus de 2.250 Palestiniens, dont 550 enfants, furent tués au cours de cette offensive de 51 jours.

Une commission d'enquête indépendante formée par les Nations Unies a enquêté sur la conduite d'Israël à Gaza en 2014 et a fait état de sa préoccupation devant le fait que « l'impunité prévaut systématiquement » en matière de violations des droits commises par

---

les forces israéliennes.

La commission a ajouté que « l'absence persistante de mise en œuvre des recommandations » des enquêteurs indépendants et de divers organes des Nations Unies en matière de responsabilité « est au cœur de la récurrence systématique des violations ».

Israël n'a plutôt reçu que des récompenses, par des relations normalisées avec des « régimes arabes despotiques », comme l'a dit le comité national de boycott. Ces régimes incluent les Émirats arabes unis, qui ont récemment officialisé leurs relations avec Israël.

Cette évolution a été applaudie par le secrétaire général des Nations unies, António Guterres.

L'accord entre les Émirats arabes unis et Israël a aussi été favorablement accueilli par Nikola Mladenov, le représentant du secrétaire général pour la paix au Moyen Orient.

Ces applaudissements ont été accompagnés de déclarations d'espoir de réengagement dans des négociations significatives en vue d'une solution « deux États ».

Pourtant, sans prix à payer, pourquoi Israël verrait-il une raison quelconque de cesser de procéder comme d'habitude ? C'est difficile à envisager.

Cela signifie récompenser toute résistance palestinienne des décennies d'oppression par une force meurtrière.

Cela signifie poursuivre l'annexion de facto des terres de Cisjordanie, par la confiscation et la construction de colonies.

Cela signifie rendre la vie si misérable aux Palestiniens que beaucoup de ceux qui peuvent partir le font même au prix de leur vie.

Et cela signifie tirer profit de la situation en faisant la promotion commerciale d'armes testées sur le terrain sur les Palestiniens, auprès de ces mêmes pays qui, au lieu de sanctionner Israël, achètent ses technologies de guerre et de surveillance.

Comme l'a déclaré le Comité National Palestinien pour le Boycott, le Désinvestissement et les Sanctions, la complicité des gouvernements occidentaux tels que les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Union européenne, permet aux « crimes » d'Israël contre une population civile captive à Gaza de se poursuivre en toute impunité.

Le groupe appelle à une pression populaire sur les gouvernements pour qu'ils imposent des embargos militaires à Israël. Il encourage également l'intensification des campagnes de boycott académique et culturel, ainsi que des campagnes ciblant les entreprises qui permettent et profitent des crimes d'Israël.

Pour les Palestiniens de Gaza, qui souffrent depuis longtemps, un retour au *statu quo* comme semblent vouloir engager les responsables de l'ONU et du Qatar n'est pas une option.

Traduction: SF pour l'Agence Media Palestine

Source: [Electronic Intifada](#)

**date crÃ©Ã©e**  
2020/08/29